

ACTIVITÉS EXTÉRIEURES

Septembre-octobre 1989

Afrique

Angola

Le CICR a commencé, en septembre, son programme annuel de distribution de semences sur le Planalto angolais, destiné à quelque 120 000 familles. La délégation a en outre continué à suivre attentivement la situation sur le plan alimentaire; de multiples évaluations nutritionnelles effectuées sur le Planalto, dont certaines suivies de distributions de nourriture, ont témoigné d'une aggravation préoccupante des taux de malnutrition.

Dans le sud-est angolais, des délégués ont par ailleurs visité, en septembre, 95 membres des forces armées gouvernementales capturés par l'UNITA.

Mozambique

La délégation a achevé, en octobre, une série de visites, entreprises en mai, dans onze lieux de détention où sont incarcérés des détenus de sécurité mozambicains. Une première série de visites dans les mêmes lieux avait été effectuée par le CICR entre juin 1988 et février 1989.

En outre, les délégués se sont efforcés au cours de la période considérée, de poursuivre l'ensemble des activités d'assistance sur le terrain, en dépit des difficultés rencontrées au niveau de l'accès aux régions du pays troublées par le conflit.

Ouganda

Le 18 octobre, le chef de la délégation du CICR a été reçu par le président de l'Etat ougandais, M. Museveni, avec lequel il a passé en

revue l'ensemble des activités et les préoccupations du CICR dans le pays.

Les délégués ont poursuivi leurs visites aux détenus de sécurité ainsi que leurs activités d'assistance alimentaire, matérielles et médicales, précédées d'évaluations de la situation, dans les régions de Gulu et de Soroti. Dans cette dernière, les délégués se sont montrés particulièrement actifs, au cours de la période considérée, sur le plan de l'Agence de recherches, en distribuant des messages Croix-Rouge à un grand nombre de familles de détenus récemment visités.

Ethiopie

Suite à des entretiens avec les autorités éthiopiennes en marge du Sommet de l'OUA, qui s'est tenu à Addis-Abeba en juillet et où le CICR était représenté par M. Jäckli, membre du Conseil exécutif du CICR, ainsi que par le délégué général pour l'Afrique et par le chef de la délégation en Ethiopie, le CICR a entrepris, du 13 septembre au 2 octobre, une mission qui a conduit le chef de délégation, un agronome et un médecin, accompagnés de représentants de la Croix-Rouge éthiopienne, dans le nord du pays. Cette mission conjointe a permis aux représentants du CICR d'évaluer les besoins alimentaires et médicaux, plus particulièrement ceux liés au conflit, en Erythrée, au Gondar et dans le Wollo.

A l'issue de cette mission, le CICR a élaboré un plan d'action qui a été remis, le 16 octobre, au gouvernement éthiopien. A la fin du mois, le CICR n'avait pas encore reçu de réponse des autorités.

Somalie

A l'occasion, notamment, d'une mission du délégué général pour l'Afrique, qui s'est rendu en Somalie du 28 septembre au 2 octobre, le développement de l'implantation future du CICR dans le nord du pays a été étudié notamment en relation avec l'hôpital chirurgical dont l'équipement a été fourni par la Croix-Rouge norvégienne ouvert en août à Berbera. Des équipes de délégués se sont ainsi rendues par avion, en septembre et en octobre, dans différentes régions du nord de la Somalie, afin d'évaluer la situation des populations affectées par le conflit et d'étudier la possibilité de mettre en place des infrastructures médicales permettant la prestation de premiers soins aux blessés et l'évacuation des cas les plus graves vers l'hôpital chirurgical du CICR à

Berbera. Certains blessés ont d'ailleurs pu être évacués ponctuellement à bord de l'appareil utilisé par les équipes du CICR pour effectuer leur travail.

Notons enfin, que le CICR a commencé en octobre un programme d'assistance alimentaire pour environ 1250 bénéficiaires provenant des hôpitaux, orphelinats ou autres institutions sociales de la ville de Berbera.

Soudan

Dès le mois de septembre — début des récoltes —, le CICR, présent d'une manière permanente dans sept sous-délégations et de manière épisodique dans onze autres lieux, s'est concentré sur la poursuite des programmes de réhabilitation d'urgence, tels que vaccination de bétail, distribution de matériel de pêche, et des programmes médicaux. Les distributions de nourriture se sont limitées aux groupes les plus vulnérables de la population civile affectée par le conflit.

Amérique latine

Pérou

L'accord de principe donné au CICR lors de la mission effectuée par son Président au Pérou, en juin, puis des entretiens avec les autorités sur les modalités des visites, ont permis aux délégués de se rendre quotidiennement, dès le 24 octobre, au centre de détention de la DIRCOTE (Direction contre le terrorisme), à Lima. Le CICR a, depuis lors, accès au registre où sont répertoriées les personnes détenues et s'entretient sans témoin avec chaque détenu parvenant à la fin de la période d'interrogatoire et devant être transféré dans un autre lieu de détention.

Les délégués ont en outre poursuivi leurs visites aux lieux de détention dépendant du ministère de la Justice situés dans les zones d'urgence. Ces visites avaient repris en juin suite à un accord des autorités également intervenu lors de la mission présidentielle.

La délégation a par ailleurs continué à développer ses autres activités (essentiellement d'assistance et de diffusion) dans les zones d'urgence. C'est ainsi qu'une campagne anti-malaria, comprenant une distribution de chloroquinine associée à un programme d'information, a touché quelque 30 000 personnes, en septembre, dans les départements d'Ayacucho et de Cusco.

Honduras/Nicaragua

Le CICR a obtenu l'autorisation, en octobre, de se rendre de façon régulière à Yamales, principal camp de réfugiés lié à l'opposition armée nicaraguayenne, ce qui a permis à des délégués basés au Honduras, au Nicaragua et au Costa Rica d'entreprendre un vaste travail relatif au traitement des demandes déposées auprès de l'Agence de recherches du CICR.

El Salvador

Le CICR a poursuivi l'ensemble de ses activités dans le pays, au cours d'une période marquée, dès septembre, par une recrudescence des combats qui ont empêché bon nombre des sorties que les délégués prévoyaient d'effectuer sur le terrain. Le 31 octobre, le chef de délégation a été reçu par le chef de l'Etat, le président Cristiani, pour lui faire part des préoccupations du CICR liées au conflit salvadorien.

Notons par ailleurs qu'au cours de la période considérée, le CICR a été sollicité à deux reprises pour remplir son rôle d'intermédiaire neutre. Le 7 octobre, après que les parties concernées eurent donné leur accord, un avion affrété par le CICR a ainsi transporté à Cuba 48 amputés de guerre, membres du FMLN (Front Farabundo Marti de libération nationale) qui avaient trouvé refuge à l'ambassade du Mexique à San Salvador. La veille, le 6 octobre, toujours sur le mandat des parties impliquées, le CICR avait évacué et reconduit chez eux 18 membres d'une organisation de défense des droits de l'homme qui avaient occupé les locaux de l'ambassade du Costa Rica à San Salvador, ainsi que treize personnes qui avaient été prises en otage à cette occasion.

Guatemala

Le 13 septembre, le CICR a signé avec le ministre des Affaires étrangères du Guatemala un accord de siège qui fixait les modalités de la présence du CICR dans ce pays. Rappelons qu'une délégation du CICR a été ouverte à Guatemala City en janvier 1988.

Asie

Sri Lanka

Au début du mois d'octobre, le CICR, après des années de négociations, a reçu l'autorisation d'ouvrir une délégation au Sri Lanka afin d'y développer ses activités traditionnelles en faveur des victimes des troubles. Le président du Sri Lanka a déclaré que le CICR pourrait visiter les détenus de sécurité, rechercher les personnes disparues et fournir l'assistance médicale nécessaire. Une première équipe, composée de deux délégués, d'un médecin et d'une infirmière, est arrivée à Colombo le 16 octobre. Dans un premier temps, elle s'est attachée à préparer la venue de délégués supplémentaires et a conduit plusieurs missions d'évaluation médicale dans le sud de l'île.

Conflit afghan

Durant la période considérée, la capitale afghane a continué à être la cible de bombardements qui ont provoqué des victimes au sein de la population civile. Le 1^{er} octobre, une roquette a touché le bureau du Croissant-Rouge, causant deux morts et treize blessés parmi le personnel de la Société nationale et les personnes venues y chercher du secours. Les équipes chirurgicales de l'hôpital du CICR à Kaboul sont intervenues sans relâche pour faire face à l'afflux de blessés; le chiffre record de 144 lits occupés a été atteint à la mi-octobre, soit un taux d'occupation limite pour l'hôpital. La situation s'est ensuite progressivement calmée. D'autre part, le 15 octobre, la sous-délégation de Herat (à l'ouest de Kaboul) a inauguré un dispensaire destiné à donner les premiers secours aux blessés. A Quetta et à Peshawar, au Pakistan, les deux hôpitaux du CICR ont également fonctionné au maximum de leurs possibilités pour soigner les blessés acheminés depuis les villes afghanes de l'est (Khost, Kandahar et Jalalabad).

Au chapitre de la détention, il faut signaler qu'au cours de nombreuses missions en territoire afghan, les délégués basés au Pakistan ont visité des dizaines de prisonniers détenus par les mouvements d'opposition afghans et ont organisé l'échange de messages Croix- Rouge avec les familles vivant dans le pays même ou à l'étranger.

Chine/Viet Nam

Le 8 septembre, une équipe du CICR composée de deux délégués et d'un médecin a visité plusieurs prisonniers chinois détenus par les autorités vietnamiennes. La dernière visite du CICR à ces prisonniers remonte au mois de janvier 1989.

Conflit cambodgien

Après le 26 septembre, date de la fin du retrait officiel des troupes vietnamiennes du territoire cambodgien, les combats qui ont repris à l'intérieur du Cambodge ont été suivis d'une augmentation du nombre de blessés à l'hôpital du CICR de Khao-I-Dang et au centre de premiers secours de Kab Cherng. D'autre part, le CICR a reçu l'autorisation des autorités cambodgiennes de mener des activités à Battambang. Plusieurs missions d'évaluation ont été conduites dans cette région afin de préparer les bases d'une infrastructure médicale. Le CICR compte y dépêcher une équipe médicale mobile susceptible de se déplacer en fonction des besoins.

Moyen-Orient

Liban

Le 6 octobre, des éléments armés non identifiés ont enlevé MM. Emanuel Christen et Elio Erriquez, délégués du CICR, alors que, comme à l'accoutumée, ils se rendaient à leur travail au centre orthopédique de Saïda. Pour l'heure, sept semaines après cet enlèvement, ce geste n'a pas été revendiqué et l'on est toujours sans nouvelles des deux otages.

Le CICR, tant au Liban qu'à partir de Genève, a aussitôt multiplié les contacts et les démarches auprès de toutes les factions représentées sur le territoire libanais, ainsi qu'auprès de gouvernements influents au Liban. De façon unanime, tous ont condamné cet acte qui contrevient aux règles essentielles sans le respect desquelles toute action humanitaire est impossible. De plus, tandis que des manifestations de soli-

darité s'organisaient un peu partout au Liban, le CICR a lancé plusieurs appels demandant instamment que ses délégués soient libérés et que soit ainsi rétabli le respect que requiert, en tout temps et en toutes circonstances, le CICR dans sa mission en faveur des victimes de la guerre (voir également p. 609, le texte de *l'appel en faveur des deux délégués du CICR*, adopté par le Conseil des Délégués à sa session du 26 octobre).

Avant cet enlèvement et avant le 23 septembre, date à laquelle un cessez-le-feu a été instauré entre les Parties, la délégation du CICR au Liban a poursuivi ses programmes d'assistance en faveur de la population civile affectée par les combats. A Beyrouth, en collaboration avec l'UNICEF, la délégation a maintenu ses efforts dans le domaine de la réhabilitation de l'infrastructure sanitaire: outre la désinfection des abris (cf. numéro précédent de la), deux stations de pompage d'eau potable ont été réhabilitées. Au sud du pays principalement, mais aussi dans le nord, dans la montagne chrétienne et dans la plaine de la Bekaa, le CICR a continué d'apporter une assistance matérielle et alimentaire aux personnes qui avaient fui l'enfer beyrouthin. Dans le domaine médical, les délégués ont régulièrement visité les dispensaires et les hôpitaux qui devaient faire face à l'afflux constant de blessés; chaque fois que nécessaire, du matériel médical et des médicaments ont été distribués.

Israël et territoires occupés

Au cours de la période considérée, la délégation du CICR en Israël a obtenu l'autorisation des autorités israéliennes de visiter plusieurs centres de détention militaires auxquels elle n'avait pas accès jusqu'à maintenant. Les visites, qui pourront être renouvelées sur une base régulière, ont été effectuées selon les modalités habituelles de l'institution.

Jordanie

Du 19 septembre au 18 octobre, la délégation du CICR en Jordanie a entrepris sa série annuelle de visites à sept lieux de détention qui dépendent du service des prisons.